



**Rapport de situation et Plan de travail
Janvier – mars 2005**

www.mdrp.org



Rapport de situation et Plan de travail Janvier – mars 2005

1. Le présent rapport fait le point des activités conduites dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) depuis la parution du précédent rapport trimestriel (octobre-décembre 2004). Il s'articule autour des quatre composantes principales du MDRP : i) les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration ; ii) les projets spéciaux ; iii) les activités régionales ; et iv) la gestion globale du programme. L'encadré ci-après résume brièvement les principales activités menées pendant le trimestre considéré au titre de ce programme. Sont joints à ce rapport en tant qu'annexes des tableaux contenant les données actualisées des programmes nationaux et des projets spéciaux, un état financier non audité du Fonds fiduciaire du MDRP et un plan de travail révisé pour la période avril-juin 2005.

Activités du MDRP en bref - Janvier-mars 2005

Activités au niveau des pays

- En **Angola**, le programme de l'ADRP a accordé une aide à l'agriculture de subsistance au profit de plus de 41 000 ex-combattants et à la réintégration économique visant 3 000 autres, au titre du projet spécial du MDRP. En outre, l'IRSEM a conclu des contrats pour l'exécution de près de 25 000 activités de soutien à la réintégration, négocié la prorogation du contrat d'appui à l'agriculture de subsistance de la FAO pour bénéficier à 25 000 ex-combattants, et examiné des propositions visant à aider les groupes vulnérables. La Banque mondiale a décaissé un montant estimé à 12 millions de dollars pour le programme (IDA et FF du MDRP) au 31 mars.
- Au **Burundi**, le processus de démobilisation engagé en décembre 2004 s'est poursuivi et 5 887 ex-combattants ont été démobilisés fin mars. Toutefois, l'achèvement de la première phase de démobilisation est subordonné à un accord sur l'harmonisation des grades entre les parties. Le SE/CNDRR a présenté sa stratégie de réintégration aux partenaires aux fins de validation à Bujumbura le 11 mars 2005.
- En **RCA**, un atelier de sensibilisation s'est tenu pour sensibiliser au programme, tandis que le démarrage des activités de DDR a été retardé par le programme électoral.
- En **RDC**, des centres d'orientation sont mis en place à travers le pays. En outre, on s'efforce de modifier la structure institutionnelle de l'organisme d'exécution afin d'améliorer le rythme de ses activités.
- En **République du Congo**, le programme national DDR a été présenté à l'examen des partenaires aux fins de financement par le Fonds fiduciaire du MDRP et a été approuvé pour un montant de 25 millions de dollars.
- Au **Rwanda**, la CDRR termine cinq études sur des thèmes précis (enfants soldats, parité hommes-femmes, invalides, environnement et information & sensibilisation) en vue d'évaluer l'impact à ce jour et de déterminer les possibilités de renforcer davantage l'appui à la réintégration dans ces domaines. La CDRR met également en place des mesures d'intervention d'urgence afin de répondre efficacement en cas de retour rapide d'un grand nombre de groupes de Rwandais armés.
- En **Ouganda**, le projet spécial est entré en vigueur au cours du trimestre et la première tranche a été décaissée. La Commission d'amnistie prépare une campagne de sensibilisation ainsi que la fourniture de trousseaux d'instruments de réinsertion aux ex-combattants en attente d'amnistie.

Activités régionales

Le Secrétariat se concerta avec les pouvoirs publics et les partenaires de la région afin de déterminer les possibilités d'intervention du MDRP en vue de rapatrier et d'aider à réintégrer les combattants qui opèrent sur des sols étrangers, conformément aux échanges de vues et aux recommandations de la réunion des partenaires du MDRP qui s'est tenue en février 2005 à Paris.

Administration du programme

Le Secrétariat a facilité la conduite à Paris des cinquièmes réunions semestrielles du Comité consultatif et du Fonds fiduciaire et la retraite annuelle de son personnel.

Décaissements

Les décaissements du Fonds fiduciaire du MDRP s'élevaient au total à 52,6 millions de dollars, dont 13 millions de dollars décaissés pendant le trimestre considéré. Sur ce montant, 9 millions de dollars ont servi à financer des programmes nationaux et 2,9 millions de dollars à financer des projets spéciaux. Pendant cette période, l'IDA a décaissé 2,5 millions de dollars sur ses propres ressources en faveur de programmes DDR nationaux dans les pays couverts par le MDRP.

I. Programmes nationaux

Angola

2. Au 31 mars 2005, le Projet de démobilisation et de réintégration de l'Angola (PDRA) avait conclu des contrats et décaissé des fonds au profit de 26 sous-projets de réintégration qui visent à bénéficier à quelque 25 000 ex-combattants. Dix-huit autres demandes de propositions étaient en cours de traitement et des sous-projets couvrant environ 4 500 ex-combattants devraient être approuvés entre le milieu et la fin du mois d'avril. À la fin du trimestre, l'IRSEM finalisait également les échanges de vues avec la FAO en vue de la fourniture par celle-ci d'une assistance agricole complémentaire à près de 25 000 ex-combattants qui n'avaient pas reçu d'engrais et d'outils pendant la précédente opération de distribution.

3. L'IRSEM s'efforce d'offrir plus rapidement aux femmes, aux enfants et aux handicapés, une assistance en matière de réintégration, qui sera financée par un don de la CE de 13,5 millions d'euros. Six dossiers ont été reçus des ONG et d'autres organismes d'exécution et ont été examinés, et au moins cinq d'entre eux devraient être approuvés et financés d'ici fin mai. En outre, les projets actuels de réintégration présentés plus haut comportent l'assistance aux femmes et aux enfants liés aux forces en guerre. Pour le moment, quelque 2 450 enfants bénéficieront d'une assistance. Pour appuyer cette progression rapide des activités de réintégration, la Banque mondiale a également décaissé, au 31 mars 2005, un montant total de 12 millions de dollars (dont 3,8 millions de dollars sur les ressources de l'IDA et 8,2 millions de dollars sur le FFMD).

4. Une mission d'appui à la mise en oeuvre, effectuée du 19 février au 8 mars, a jugé satisfaisante l'exécution globale du projet. Toutefois, la mission a relevé des retards importants dans l'application complète du système de suivi du projet, notamment le fait que le personnel clé n'était pas recruté, une société n'était pas engagée pour effectuer l'étude de base, et les procédures convenues pour l'enregistrement et le suivi des bénéficiaires n'étaient pas appliquées. En conséquence, la mission a convenu avec le gouvernement d'un plan d'action de trois mois qui devrait remettre le système sur la bonne trajectoire. Par ailleurs, la Banque envisage d'organiser, d'ici fin juin ou début juillet, une mission de suivi pour vérifier plus particulièrement l'état d'avancement de ces mesures et le système général de suivi-évaluation.

Burundi

5. Au 31 mars, le Secrétariat exécutif de la CNDRR avait démobilisé 5 887 ex-combattants burundais depuis le démarrage des activités de démobilisation en décembre 2004.¹ Dix des douze lieux de rassemblement ont été fermés dans ce contexte. Dans l'ensemble, les activités de démobilisation ont été exécutées de manière professionnelle et systématique, et en étroite collaboration avec l'ONUB et d'autres partenaires d'exécution. On a relevé quelques retards imputables au placement non coordonné de près de 5 000 ex-combattants supposés du CNDD-FDD au centre de cantonnement de Buramata en février 2005, y compris au moins 500 qui ne figurent sur aucune des listes des combattants du CNDD-FDD. En outre, l'incapacité persistante des parties à régler la question de l'harmonisation des grades menace d'entraver l'achèvement des activités de démobilisation de la première phase. Le commandant de la force de l'ONUB est actuellement en pourparler avec les parties sur les questions évoquées plus haut, avec l'appui du Secrétariat du MDRP et les principaux bailleurs de fonds.

6. Le Secrétariat exécutif de la CNDRR a présenté, le 11 mars à Bujumbura, sa stratégie de réintégration aux partenaires aux fins de validation. Le Secrétariat du MDRP lui a fourni, à cet effet, une assistance technique à grande échelle. Le Secrétariat exécutif de la CNDRR s'oriente actuellement vers la mise en

¹ En 2004, 2 300 enfants soldats avaient été démobilisés par le projet national des enfants soldats, avec l'aide de l'UNICEF, avant le lancement du principal processus de démobilisation pour les parties en décembre 2004.

oeuvre de cette stratégie et a, à cet effet, entamé le processus d'engagement des services d'assistance technique.

7. L'ONUB continue d'assurer la coordination générale des activités de RSS et DDR au Burundi. Le détachement d'un membre du Secrétariat du MDRP à la cellule DDR/RSS de l'ONUB a davantage renforcé les liens avec le Secrétariat du MDRP. L'ONUB continue d'oeuvrer en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes afin d'harmoniser les diverses interventions bilatérales à l'appui à l'intégration de la police, à l'intégration de l'armée et de la réforme à moyen terme du secteur de la sécurité.

8. L'élaboration d'une stratégie du secteur de la sécurité continue de poser un défi de taille. L'ONUB tient à établir un dialogue fructueux et soutenu avec les autorités compétentes, et l'on espère qu'un accord sera bientôt conclu sur une manière conjointe de procéder. L'intégration des FAB et des PPMA dans la FDN et la police nationale se poursuit.

9. L'ONUB et le Secrétariat du MDRP, en collaboration avec le Ministère des affaires intérieures, le Ministère de la sécurité publique, le Ministère de la défense, le SE/CNDRR, la MONUC, le CICR, le HCR et l'UNICEF poursuivent les échanges de vues sur la meilleure manière de progresser sur les questions régionales de rapatriement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants.

10. La distribution des denrées alimentaires et d'autres éléments essentiels aux combattants des PPMA regroupés dans onze zones de rassemblement se poursuit avec le concours financier de la Commission européenne. Cette aide devrait cependant prendre fin en avril 2005.

RCA

11. En République centrafricaine, la Commission nationale été mise en place, et le programme national a démarré à la fin de 2004. Le Gouvernement et le PNUD ont tenu un atelier du 9 au 11 février pour sensibiliser au programme et discuter de sa mise en oeuvre. Les préparatifs de cette mise oeuvre sont en cours : la campagne de sensibilisation a commencé sur les stations de radio nationales et le personnel du projet tient des réunions avec la société civile ; des locaux à usage de bureau ont été identifiés et sont en train d'être rénovés et le matériel de communication est en cours d'installation dans les bureaux provinciaux ; des contacts ont été pris avec les groupes bénéficiaires ; et l'on a mis en place le comité qui doit approuver les micro-projets en faveur des communautés bénéficiaires. Le démarrage des activités de DDR effectives est lié à la fin de l'actuelle période électorale, qui a été généralement calme, bien que tendue à certains moments, ce qui entrave le déplacement du personnel du projet en toute sécurité.

RDC

12. La mise en oeuvre est lente, en raison des problèmes de capacité et d'un manque de clarté entre les trois institutions chargées d'exécuter le programme de DDR (le Comité interministériel sur la DDR, la CONADER et le CGFDR, organe chargé de la gestion financière et de la passation des marchés). Ce manque de clarté entraîne la concurrence et des conflits, plus particulièrement entre la CONADER et le CGFDR, et se traduit par des retards, notamment dans le processus de passation des marchés et partant dans le calendrier de mise en oeuvre du programme. Les partenaires du MDRP, y compris la Banque mondiale, ont demandé au Gouvernement de régler ce problème dans les meilleurs délais, ce qu'il fait au moyen d'un nouveau décret. En attendant, la CONADER continue de mettre en place des bureaux à travers le pays dans le cadre de la décentralisation du programme ; des bureaux ont été établis et pourvus en personnel dans 11 provinces. La CONADER a également finalisé le recrutement d'experts internationaux pour la logistique, les opérations et la réinsertion.

Sensibilisation

13. Une stratégie d'information et ses principales implications opérationnelles ont été définies et des efforts sont consentis pour identifier les groupes cibles, et les messages appropriés. La plupart des activités d'information menées jusqu'ici sont axées sur la publicité générale de la CONADER et non sur des messages ciblant les ex-combattants potentiels. Le MDRP a fourni une assistance technique à

grande échelle pour élaborer les produits nécessaires et un plan de travail pour l'année en cours. La CONADER a en outre formé et déployé des agents de sensibilisation, participé avec l'UNICEF à un débat télévisé sur les activités de DDR et les enfants liés aux groupes armés, et a finalisé les brochures de sensibilisation et un module de formation pour les coordinateurs provinciaux.

Désarmement et démobilisation

14. Le cadre de mise en oeuvre du Plan des opérations conjointes a été modifié pour prendre en compte les retards subis dans la mise en place du Centre d'orientation et le démarrage du processus de brassage. Le Centre des opérations conjointes a été décentralisé : il est désormais placé sous la direction conjointe de la CONADER et de la SMI. Le Centre d'orientation de Muanda a été officiellement ouvert le 13 mars, les préparatifs pour l'ouverture de cinq autres centres sont pratiquement terminés et les travaux ont commencé sur d'autres centres (cette activité est présentée plus en détail à l'annexe 5). Sept sites sont actuellement opérationnels en Ituri où le PNUD continue d'appuyer la CONADER. En outre, six équipes mobiles chargées d'appuyer le processus de démobilisation ont été déployées, et 37 266 combattants ont été identifiés à Kamina, Kitona, Beni, Buta, Kindu, Minembo et Kinshasa. Sur les 6 241 combattants enregistrés aux fins de démobilisation en Ituri, 5 924 ont terminé le processus ; 301 ont été démobilisés à Kitona et 199 à Kamina.

Réintégration

15. L'élaboration du Manuel opérationnel pour l'aide à la réintégration se poursuit ; ce manuel facilitera l'identification et la sélection des partenaires pour la mise en oeuvre du programme. Des outils (formulaires types et directives) ont été mis au point pour aider les partenaires à mieux élaborer et exécuter les sous-projets de réintégration. La CONADER a également lancé un deuxième appel d'offres national afin d'accroître le nombre de partenaires potentiels.

Groupes spéciaux

16. Il existe actuellement 35 centres de transit à travers le pays pour les enfants qui avaient été associés aux forces combattantes. On a recensé et enregistré 247 familles d'adoption qui recevront les enfants qui ne peuvent pas être réunis avec leurs propres familles. Le programme compte actuellement 5 643 enfants au total. En outre, 4 161 handicapés et blessés de guerre au total ont été recensés et enregistrés dans 13 sites, 2 200 bénéficient d'une assistance médicale et 142 combattants handicapés attendent d'être démobilisés à Kinshasa et 61 à Lumumbashi. La CONADER a engagé un spécialiste des questions de parité hommes-femmes pour le programme et un séminaire sur ces questions et les activités de DDR (organisé par le PNUD, la CONADER, l'UNIFEM et la MONUC) s'est tenu du 22 au 24 mars.

République du Congo

17. Le Gouvernement, après consultations avec les partenaires nationaux et internationaux, a adopté le Programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Le programme a été soumis à l'examen des partenaires et approuvé pour un financement du Fonds fiduciaire du MDRP de 25 millions de dollars. Il tient compte des enseignements tirés des résultats obtenus précédemment dans le pays et ailleurs et vise à s'inscrire dans une démarche globale en matière de consolidation de la stabilité. Le gouvernement, par l'intermédiaire du coordinateur national récemment nommé, a commencé la planification opérationnelle et la préparation de projets, notamment pour ce qui est du renforcement de la capacité institutionnelle, du calendrier de mise en oeuvre du programme et des mesures envisagées pour consolider la capacité d'exécution des micro-projets. Les termes de référence du personnel clé ont été élaborés et le processus de recrutement démarrera sous peu. Le 28 février, l'IDA a financé le programme de démobilisation et de réintégration qui a pris fin après avoir atteint son objectif de démobilisation de 9 000 ex-combattants. L'incidence du programme est en cours d'évaluation. Entre temps, le gouvernement a mis à disposition les fonds nécessaires au démarrage du nouveau programme. Il a aussi ouvert récemment un bureau de DDR dans le district de Pool suite aux progrès réalisés dans les pourparlers de paix avec le Pasteur Ntoumi.

Rwanda

18. La mise en oeuvre du Programme de démobilisation et de réintégration du Rwanda (PDRR) se poursuit. La Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (CRDR) se concentre sur la mise en application de deux séries de recommandations de l'examen à mi-parcours, à savoir i) l'identification des bénéficiaires de la phase II pouvant bénéficier des dons de soutien aux groupes vulnérables, et ii) l'achèvement de plusieurs études (enfants soldats, parité hommes-femmes, invalides, information & sensibilisation, et impact environnemental) destinées à fournir des données permettant d'affiner davantage l'aide du PDRR dans ces domaines. En outre, le PDRR a mis en place des mesures d'intervention d'urgence pour renforcer sa capacité d'absorption au cas où un grand nombre de groupes armés de Rwandais décidaient de retourner au Rwanda dans un délai rapproché.

Ouganda

19. Lors des premiers entretiens entre le MDRP et le Gouvernement ougandais, il a été conclu qu'un éventuel programme national de démobilisation ne pourrait obtenir un appui que si des résultats concrets étaient enregistrés dans le cadre du processus d'examen des questions concernant la défense, et si des progrès significatifs étaient réalisés dans la résolution du conflit violent dont le nord du pays était le théâtre. La réunion des partenaires du MDRP tenue à Paris et une autre tenue le 25 février à Kampala ont conclu que la position du gouvernement demeurerait généralement inchangée, autrement dit, il envisage de réduire la taille des forces de défense populaires (UPDF), tout en estimant que le moment de le faire n'est pas encore arrivé. Il a été convenu à la réunion de Kampala que la possibilité d'un appui du MDRP à un tel programme national sera examinée de nouveau lors de la prochaine mission de supervision conjointe du MDRP prévue vers la fin de cette année.

II Projets spéciaux

20. Un montant global de 43,3 millions de dollars a été engagé à ce jour au titre de projets spéciaux en Angola, au Burundi, en Ouganda, en RCA et en RDC. On trouvera ci-après des renseignements sur l'état d'avancement des projets spéciaux pour chaque pays. L'annexe 2 donne des indications supplémentaires pour certains projets.

- **Angola** : Dans l'ensemble, le projet spécial PNUD/FAO a atteint ses objectifs déclarés en fournissant une aide dans le domaine de l'agriculture de subsistance à 41 500 ex-combattants, en pilotant un certain nombre d'activités de réintégration économique, et en renforçant la capacité de l'IRSEM en matière d'évaluation et d'attribution de marchés d'appui à la réintégration au titre du programme national. À la fin du trimestre, le sous-projet était en voie d'achèvement et le PNUD envisageait d'effectuer des visites sur le terrain et de préparer le rapport final du projet attendu le 31 mai au plus tard. Au nombre des activités à terminer figure la distribution de kits de subsistance aux ex-combattants formés auparavant et d'outils agricoles aux communautés. Un audit à mi-parcours du projet spécial a décelé dans les mécanismes de comptabilité et de contrôle interne certaines irrégularités qui ont été examinées avec le PNUD.
- **Burundi** : La mise en oeuvre se poursuit. L'accent est mis sur la réintégration, les activités de démobilisation ayant été pratiquement terminées en décembre 2004. L'UNICEF a indiqué qu'elle envisageait de demander la prorogation de ce don pour une période d'un an.
- **RCA** : Voir plus haut la section consacrée aux programmes nationaux.
- **RDC** : Au cours de la période considérée, les organismes d'exécution ont continué de mettre en oeuvre les projets spéciaux et ont demandé leur prorogation ainsi que des financements supplémentaires. La prorogation et les financements supplémentaires (d'un montant de 6 millions de dollars) pour le projet spécial, exécuté par un consortium des ONG (CARE, IFESH, IRC), approuvés le 3 décembre 2004 par le Comité ad hoc de la RDC, ont été finalisés et les modifications de l'accord de don ont été signées par la Banque mondiale. Le Comité ad hoc a également reçu une proposition de financement supplémentaire d'un montant d'environ 13 millions de dollars pour le Mécanisme d'intervention accélérée exécuté par le PNUD. Il a examiné la question le 28 mars et des éclaircissements supplémentaires ont été demandés au PNUD,

notamment en ce qui concerne les rapports entre le Mécanisme d'intervention accélérée et le programme national. Le Comité a aussi reçu de Save the Children/R.-U une proposition de financement supplémentaire, qui sera examinée le 20 avril 2005.

- **Ouganda** : Le don du Fonds fiduciaire du MDRP d'un montant de 4,2 millions de dollars pour appuyer les activités de la Commission d'armistice a été déclaré en vigueur le 24 janvier 2005, après la conclusion des négociations par la Commission et l'organisme de gestion financière retenu. Cette entrée en vigueur intervenait après des retards importants causés par une plainte officielle concernant le processus de passation des marchés. Le premier décaissement est intervenu début mars. Au 30 mars, 10 664 ex-combattants au total étaient en attente d'amnistie.

Au cours de la période considérée, les consultants financés par le MDRP et les membres de son Secrétariat ont aidé la Commission à améliorer sa capacité d'intervention opérationnelle. La Commission a organisé une retraite de deux jours, les 11 et 12 février, pour se préparer au lancement de son programme de distribution de kits de réinsertion aux ex-combattants en attente d'amnistie et à ceux qui pourraient se présenter à l'avenir. Le Gouvernement a prorogé, le 14 février, sa loi sur l'amnistie de six autres mois.

La Commission d'armistice a conclu avec le Ministère chargé de la parité hommes-femmes, du travail et du développement social, l'UNICEF et d'autres organismes de protection de l'enfant, un accord sur une politique harmonisée d'appui aux enfants ex-combattants. Toutefois, la nouvelle politique de la Commission doit encore être officiellement formulée. La Commission prépare un ensemble d'activités d'information et de sensibilisation afin de fournir les renseignements pertinents aux ex-combattants qui se présentent, à leurs communautés et au public en général. Le Secrétariat du MDRP a engagé des échanges de vues sur le fait de savoir si et comment l'on pourrait étendre le projet spécial afin de fournir aux ex-combattants une aide à la réintégration plus conséquente.

III Activités régionales

21. Le Secrétariat se concerte avec les pouvoirs publics et les partenaires (surtout la MONUC) au Burundi, en Ouganda, en RDC et au Rwanda en vue de déterminer les possibilités d'octroi de l'aide du MDRP pour le rapatriement et la réintégration des combattants qui opèrent sur les sols étrangers, conformément aux échanges de vues tenus et aux recommandations formulées par les partenaires du MDRP au cours de leur réunion de février 2005 à Paris.

IV Gestion du Programme

Effectifs, gestion et coordination du Programme

22. Au cours de la période considérée, les partenaires et le Secrétariat du MDRP ont tenu les cinquièmes réunions semestrielles du Comité consultatif et du Comité du Fonds fiduciaire. Le rapport de la réunion, établi par le Président, a été distribué aux partenaires. Le Secrétariat du MDRP a également organisé la retraite annuelle de son personnel en mars, qui a coïncidé avec les retraites de l'unité régionale et du département sectoriel de la Banque mondiale dans lesquels opère le MDRP. L'amélioration du travail d'équipe, la précision des rôles et des responsabilités et une application plus rigoureuse des plans de travail étaient parmi les thèmes examinés. Le Secrétariat a aussi participé à un certain nombre de réunions régionales sur les activités de DDR et de RSS (Dakar et Kinshasa).

Administration, recettes, dépenses et engagements du Fonds fiduciaire

23. À la fin de l'exercice, le Fonds fiduciaire du MDRP a reçu au total 105,7 millions de dollars de revenu. Après avoir décaissé 52,6 millions de dollars en tout au titre de programmes nationaux, de projets spéciaux, d'activités régionales, de la gestion et de l'administration du programme, il lui est resté un solde en caisse de 53,1 millions de dollars. L'encours des engagements à la fin du trimestre totalisait 197,6

millions (soit 184,2 millions de dollars pour les programmes nationaux et 13,4 millions de dollars pour les projets spéciaux). Ces opérations sont présentées plus en détail à l'Annexe 3.

V Plan de travail pour le prochain trimestre

24. Pendant la prochaine période de trois mois, d'avril à juin 2005, les activités du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrées sur les grands domaines suivants (voir l'Annexe 4 pour un plan de travail plus détaillé).

- *Programmes nationaux* : finaliser les préparatifs du programme DDR et préparer un don du Fonds fiduciaire pour la République du Congo ; finaliser les activités de démobilisation de la première phase et entamer la mise en oeuvre des activités de réintégration au Burundi ; effectuer en Angola la mission d'appui à la mise en oeuvre, axée sur le suivi et l'évaluation ; donner suite aux principales recommandations de l'examen à mi-parcours du programme rwandais ; déterminer les prochaines étapes du programme national, le cas échéant.
- *Projets spéciaux* : diffuser les conclusions de l'examen final et les enseignements tirés du projet spécial angolais ; assurer le suivi de la clôture du projet angolais et fournir un appui pour l'évaluation de fin de projet ; poursuivre le suivi des activités du projet en RDC, et proroger et modifier les accords de don avec les organismes de la RDC ; mettre en place un système uniformisé pour l'établissement des rapports et un système de suivi pour les rapports sur l'état d'avancement des projets spéciaux et les rapports de suivi financier ; soutenir le projet spécial de la Commission d'amnistie en Ouganda au moment du démarrage de ses activités d'appui à la réinsertion des ex-combattants en attente d'amnistie.
- *Activités régionales* : donner suite aux recommandations issues de la réunion des partenaires consacrée aux combattants opérant sur les sols étrangers ; poursuivre les travaux sur les questions de parité hommes-femmes ; planifier, organiser et effectuer le voyage d'étude sur la réintégration en Angola. En outre, le MDRP participera aux manoeuvres intégrées de simulation des activités de DDR à Brindisi, en Italie et à l'examen à mi-parcours de l'initiative de Stockholm sur les activités de DDR et il envisage d'effectuer au siège de l'UA une visite consacrée aux domaines communs de préoccupation dans l'est de la RDC.
- *Gestion du programme* : Faciliter la réunion ad hoc prévue lors de la réunion des partenaires à Paris, en vue de donner suite aux recommandations de l'examen à mi-parcours ; assurer le suivi des engagements et/ou les indications de soutien annoncés précédemment par les bailleurs de fonds ; conclure l'analyse effort-personne du MDRP et déterminer les besoins de nouvelles affectations sur le terrain.

Annexe 1: État d'avancement des programmes nationaux (au 31 mars 2005)

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût total du programme (en dollars)²</i>	<i>Financement IDA et FF (en dollars)</i>	<i>Décaissement à ce jour IDA³/FF (en dollars)</i>	<i>État d'avancement du programme opérationnel</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Angola Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration	Entrée en vigueur en mars 2004 Accord de don au titre du FFMD signé le 15 septembre 2004. Décaissement en cours.	Finalisation du don CE de 13,5 millions d'euros à l'appui de l'aide aux groupes vulnérables	179 700 000	IDA : 33 000 000 FF: 48 400 000	IDA : 3 868 900 FF : 8 170 549	<ul style="list-style-type: none"> • 97 138 soldats de l'UNITA démobilisés & rentrés chez eux • ~63 400 personnes ont reçu des kits de réinstallation, ~50 000 ont reçu une indemnité de réinsertion • 11 000 personnes officiellement employées, 5 661 formées • 26 contrats de sous-projet d'aide à la réintégration pour 25 000 ex-combattants supplémentaires • Stratégie d'aide aux groupes vulnérables finalisée et échanges de vues en cours avec les partenaires de mise en oeuvre.
<ul style="list-style-type: none"> • Burundi Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration	Don IDA entré en vigueur le 10 sept. 2004 Accord de don du FF MDRP signé le 16 juillet 2004	Accord sur harmonisation des grades. Clarification des critères de démobilisation. Harmonisation de la planification RSS & DDR	84 400 000	IDA : 33 000 000 FF : 41 800 000	IDA : 6 048 878 FF : 2 595 358	Les opérations de DDR ont commencé le 2 décembre 2004 <ul style="list-style-type: none"> • 5 887 adultes démobilisés, et démobilisation des enfants soldats achevée • Stratégie de réintégration finalisée
<ul style="list-style-type: none"> • RCA Programme de réintégration et de soutien communautaire pour les ex-combattants	Accord de don du FF MDRP signé le 6 juillet 2004. Décaissement en cours.		13 019 493	FF : 9 777 343	FF : 3 300 000	Financé et exécuté en tant que projet spécial – voir Tableau 2 Programme lancé les 6 et 7 déc. 2004.
<ul style="list-style-type: none"> • RDC Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration	AD de l'IDA signé le 10 juin 2004 AD du FFMDRP signé le 26 oct. 2004 Programme entré en vigueur le 9 nov. 2004.		200 000 000	IDA : 100 000 000 FF : 100 000 000	IDA : 5 411 083 FF : 4 000 000	Démobilisation entamée suite aux activités de réintégration de militaires. Équipes mobiles en activité en attendant que les centres d'orientation soient prêts.
<ul style="list-style-type: none"> • République du Congo 	Proposition de programme national en cours de finalisation.	Préparation de l'accord de don	25 000 000	FF : 25 000 000		

² Comprend financements de l'État, des sources bilatérales et au titre de projets spéciaux.

³ Comprend les fonds provenant du Mécanisme de financement de la préparation de projet (PPF)

MDRP –Progress Report – January to March 2005

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût total du programme (en dollars)²</i>	<i>Financement IDA et FF (en dollars)</i>	<i>Décaissement à ce jour IDA³/FF (en dollars)</i>	<i>État d'avancement du programme opérationnel</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Rwanda Projet de démobilisation et de réintégration 	Programme entré en vigueur en sept. 2002 Décaissement en cours.		53 300 000	IDA : 25 000 000 FF : 14 000 000	IDA : 11 737 731 FF : 5 614 477	<ul style="list-style-type: none"> • 23 000 soldats démobilisés • 28 852 ont reçu une indemnité de réinsertion • 19 282 ont reçu une aide à la réintégration • 11 098 ont reçu des dons sur le guichet d'appui aux groupes vulnérables
<ul style="list-style-type: none"> • Ouganda 	La possibilité d'un programme national sera encore examinée lors de la mission de supervision conjointe du MDRP en 20051	Plan d'action du Gouvernement pour la démobilisation d'un nombre important des soldats de l'UPDF				
			Total décaissements à ce jour			
					IDA :	
					FF :	
					27 066 592	
					20 380 383	

Annexe 2 : État d'avancement des projets spéciaux (au 31 mars 2005)

	<i>Organisme auteur de la proposition</i>	<i>Nom du projet</i>	<i>Budget approuvé (en dollars)</i>	<i>État général de l'accord juridique</i>	<i>Décaissement des financements</i>	<i>Programme opérationnel</i>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1. Save the Children/R.-U	Appui à la réunification et à la réintégration des anciens enfants soldats en RDC	2 456 178	Accord de don signé par toutes les parties.	Trois tranches totalisant 2,411 millions de dollars décaissées à ce jour.	Deuxième rapport sur l'état d'avancement reçu.
	2. IRC	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réintégration des enfants soldats dans la Province Orientale, le Nord Katanga, le Maniema	6 989 340	Tous les accord de don signés par toutes les parties.	Tranches totalisant 2,638 millions de dollars décaissées à ce jour.	Deuxième rapport sur l'état d'avancement reçu.
	3. IFESH					
	4. CARE					
	5. PNUD/RDC	Redressement de la situation des communautés et réintégration des ex-combattants dans l'Est du Congo	5 000 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Montant versé en totalité aux bénéficiaires.	- Cinq bureaux régionaux opérationnels - 10 723 ex-combattants ont bénéficié des projets.
	6. PNUD	Mécanisme d'intervention rapide	4 629 870	Accord de don signé par toutes les parties.	Montant versé en totalité aux bénéficiaires.	Cinq microprojets approuvés, six autres à l'étude.
	7. Croix rouge belge	Renforcement des capacités et appui aux activités de prévention du recrutement, de démobilisation et de réintégration des enfants associés aux forces armées	2 157 754	Accord de don signé par toutes les parties.	Deux tranches totalisant 639 352 dollars décaissées à ce jour.	Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre le démarrage des activités..
	8. UNICEF	Prévention du recrutement, de la démobilisation et de la réintégration des enfants associés aux forces armées.	4 997 000	Don signé par la Banque mondiale et l'UNICEF.		
ANGOLA	9. PNUD (en partenariat avec la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réintégration des soldats démobilisés en Angola	4 336 483	Accord de don signé par toutes les parties.	Quatre tranches totalisant 4,173 millions de dollars décaissées à ce jour.	Intrants agricoles distribués à 41 500 pers. environ ; 5 000 personnes intégrées dans des activités de réinsertion ; clôture du projet prévue pour le premier trim. 2005 ; examen final du projet et rapports prévus en mai.

	<i>Organisme auteur de la proposition</i>	<i>Nom du projet</i>	<i>Budget approuvé (en dollars)</i>	<i>État général de l'accord juridique</i>	<i>Décaissement des financements</i>	<i>Programme opérationnel</i>
BURUNDI	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la prévention de la démobilisation, de la réintégration et du recrutement d'enfants ex-combattants	3 536 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de 1,7 million de dollars décaissée.	Projet totalement opérationnel. Activités de démobilisation pratiquement terminées. Activités de réintégration en cours. Prorogation sera demandée.
UGANDA	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, rétablissement et réintégration des ex-combattants en Ouganda	4 204 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de 0,45 million de dollars décaissée.	Projet entré en vigueur depuis janvier 2005.
RCA	12. RCA/PNUD	Projet spécial de démobilisation et de réintégration des ex-combattants (alternative au programme national)	9 777 343	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de 3,3 millions de dollars décaissée.	<ul style="list-style-type: none"> - Commission nationale mise en place - Personnel essentiel recruté - Activités de DDR entamées les 6 et 7 déc. 2004

b. Projets spéciaux	24 925 340	22,013,541
c. Activités régionales	76 1442	693,518
d. Gestion du programme ***	5 907 861	4,818,904
e. Charges administratives Fonds fiduciaire **	617 836	587,836
Décaissements, total	20,380,383	39,413,221
3. Solde du Fonds fiduciaire	85,285,587	65,885,911

* au 31/3/05

** Revenus des placements et charges administratives au 1/4/05

*** Inclut la participation du Secrétariat à l'administration générale du programme ainsi qu'à la gestion du programme national et des projets spéciaux

Annexe 4 : Plan de travail du MDRP : Janvier - mars 2005

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
A. Programmes nationaux				
Angola	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser l'accord administratif de la CE Négocier et finaliser l'accord de don avec le Gouvernement pour le don de la CE Appuyer le voyage d'étude proposé sur la réintégration Modifier les accords de don en vigueur afin de relever le seuil des sous-projets avant examen Effectuer la mission d'appui à la mise en oeuvre pour déterminer spécifiquement l'état d'avancement du système de suivi-évaluation de projets. 	Avril 2005 Mai 2005 Juin 2005 Mai 2005 Juin 2005	Banque mondiale/CE Banque mondiale/Gouvernement Banque mondiale/MDRP Banque mondiale/Gouvernement Banque mondiale/Partenaires MDRP	Mission provisoirement prévue
Burundi	<ul style="list-style-type: none"> Convenir de l'harmonisation des grades Finaliser la phase I des activités de démobilisation Entamer les activités d'aide à la réintégration Assurer l'harmonisation des activités de RSS et de DDR Terminer l'évaluation institutionnelle de l'ES/CNDRR 	Avril 2005 Juin 2005 Juin 2005 En cours Juin 2005	Parties SE/CNDRR, ONUB, JCC et parties SE/CNDRR, en consultation avec partenaires pertinents ONUB, Chef d'état-major de la FDN et PN, JCC, Secr. MDRP, SE/CNDRR Secrétariat MDRP	
RCA	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser le déploiement dans les provinces Stratégie de sensibilisation Entamer les activités de DDR Commencer l'identification des projets communautaires 	Mai 2005 En cours Avril-mai 2005 Avril 2005	PNUD/Gouvernement PNUD/Gouvernement PNUD PNUD/Gouvernement	
République du Congo	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la planification opérationnelle du programme national et de la structure de coordination Finaliser l'accord de don et les procédures de la Banque Planification opérationnelle conjointe Préparer l'accord de don 	Avril-juin 2005 Avril-juin 2005 Avril 2005 Mai 2005	Gouvernement/Secr. MDRP et partenaires Secr. MDRP et partenaires Secr. MDRP/Banque mondiale Secr. MDRP, PNUD/partenaires et Banque mondiale Secr. MDRP et Banque mondiale	
RDC	<ul style="list-style-type: none"> Opérationnaliser pleinement le CCOC Réviser la structure institutionnelle nationale Finaliser le manuel des opérations pour la réinsertion Engager les partenaires de la mise en oeuvre de l'intégration Appuyer l'installation du système d'IG/S&E Mission d'appui à la mise en oeuvre 	Avril 2005 Avril 2005 Mai 2005 Mai 2005 Mai/juin 2005	CONADER Gouvernement de la RDC CONADER/MDRP/BM CONADER CONADER/MDRP MDRP/Banque mondiale	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> • Consolider les liens entre la CDRR et le Gouvernement de la RDC • Entamer le VSW pour les ex-combattants inclus dans la phase II • Modifier les sous-éléments des stratégies de réintégration pour les groupes cibles spéciaux sur la base des résultats des études 	<p>En cours</p> <p>Mai 2005 Juin 2005</p>	Gouvernements de la RDC et du Rwanda, MONUC et Secrétariat MDRP CDRR, TCC et Banque mondiale, RDRC	
Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> • En l'absence de changements majeurs, la possibilité d'un programme national sera examinée de nouveau au cours de la réunion de supervision conjointe plus tard dans l'année. 			
B. Projets spéciaux				
Angola	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à l'examen/clôture de sous-projets • Établir le rapport final du projet/tirer des leçons • Conclure le contrat d'audit final de projet • Diffuser les conclusions de l'évaluation de fin de projet 	<p>Avr-mai 2005</p> <p>Mai-juin 2005</p> <p>Juin 2005</p> <p>Juin 2005</p>	<p>PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>Banque mondiale/PNUD</p>	
Burundi-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les activités de réintégration • Demander une prorogation • Entreprendre l'évaluation externe 	<p>En cours</p> <p>Juin 2005</p> <p>Juin 2005</p>	Projet national des enfants soldats Structure/NCDRR/UNICEF/ Secrétariat MDRP	
RDC-SCF	<ul style="list-style-type: none"> • Traiter les demandes de prorogation de dons • Supervision 	<p>Avr-mai 2005</p> <p>Mai 2005</p>	<p>Secr. MDRP</p> <p>Secr. MDRP</p>	
RDC-Consortium d'ONG	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision 	Mai 2005	Secr. MDRP	
RDC-PNUD Réintégration communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Traiter les demandes de prorogation de dons • Planifier les évaluations indépendantes 	<p>Avr-mai 2005</p> <p>Mai 2005</p>	<p>Secr. MDRP</p> <p>Secr. MDRP</p>	
RDC-PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> • Traiter les demandes de prorogation de dons • Planifier les évaluations indépendantes 	<p>Avr-mai 2005</p> <p>Mai 2005</p>	<p>Secr. MDRP</p> <p>Secr. MDRP</p>	
RDC-Croix rouge belge	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision 	Mai 2005	Secr. MDRP	
RDC-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer premier décaissement 	Avril 2005	Banque mondiale, UNICEF	
Ouganda – Com. d'amnistie	<ul style="list-style-type: none"> • Distribuer des kits aux ex-combattants en attente d'amnistie • Démarrage des autres activités de projet • Examen de l'appui renforcé à la réintégration 	<p>Mai 2005</p> <p>Avril 2005</p> <p>À partir de juin 2005</p>	<p>Commission d'amnistie</p> <p>Commission d'amnistie</p> <p>Secr. MDRP/Commission d'amnistie</p>	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
C. Activités régionales				
Rwanda-RDC Sensibilisation transfrontalière	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la reprise de l'action engagée pour exécuter la stratégie élaborée par les gouvernements de la RDC et du Rwanda. 	En cours	Gouvernements du Rwanda et de la RDC, MONUC, Secr. MDRP	
Combattants opérant sur des sols étrangers	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser les procédures pour les activités de rapatriement appuyées par le MDRP Renforcer la capacité d'absorption d'un retour massif des groupes armés rwandais 	Juin 2005	Gouvernements régionaux, avec ONUB, MONUC et Secr. MDRP	
		En cours	CDRR, appuyé par le Secr. MDRP	
Activités du GCT	<ul style="list-style-type: none"> Planifier/organiser le voyage d'étude sur la réintégration en Angola Effectuer le voyage d'étude Étude sur dossiers des questions de parité hommes-femmes dans les programmes nationaux 	Avr-mai 2005 Juin 2005 Avr-juin 2005	Spécialiste réintégration MDRP MDRP avec services pertinents de la Banque Services MDRP et UNIFEM	Prévu pour fin juin
D. Gestion du programme				
Administration du programme	<ul style="list-style-type: none"> Organiser le groupe de travail ad hoc et faciliter ses réunions (Kinshasa) Assurer avec la BAD le suivi de l'engagement pris précédemment sur le Fonds fiduciaire Finaliser l'analyse effort-personne du Secr. MDRP Recruter de nouveaux consultants à court et à long terme, le cas échéant, pour appuyer les activités sur le terrain et des bureaux-pays Participer aux initiatives régionales de DDR (IDDRS, opération internationale de DDR des Nations Unies, échange de vues sur RSS au Burundi) 	Avril 2005 Mai 2005 Mai 2005 Juin-juil 2005 Mai-juin 2005	Secr. MDRP avec partenaires Secr. MDRP Secr. MDRP Secr. MDRP avec direc. Banque Secr. MDRP avec services Banque	Prévu pour 26-27 avril

Annexe 5 : RDC – Centre d'orientation, sites de transit

PROVINCE	10 CENTRES DE BRASSAGE	32 CENTRES D'ORIENTATIONOU SITES DE TRANSIT (ST) MDRP –Progress Report – January to March 2005	35 CENTRES D'ETRANSIT ET D'ORIENTATION (CTO) ET 4 CENTRES DE JOUR (CJ)
Bandundu		1. Kinzamba	
Bas-Congo	Kitona	2. Mwala Kinsende	Muanda (5)
		3. Moanda (CO)	
Équateur	Bokala (Mbandaka)	4. Fiwa (Gbado)	Gbadolite (2)
		5. Buburu	Mbandaka (2)
		6. Boyeka	Basankusu (1) Lisala (1) Gemena (1)
Kasai occidental	Kananga	7. Ilebo	Kananga (1)
		8. Nkandi	
		9. Tshikapa	
Kasai oriental		10. Lukelenge	Mbuji-Mayi (1)
Katanga	Kamina	11. Molula (Kalemie)	Kalémie (1)
		12. Mutwala	Moba (1)
		13. Kamina	Kamina (2) Lubumbashi (1)
Maniema	Luama (Kindu)	14. Senge Katako	Kindu (1)
Nord Kivu	Nyaleke Mushaki	15. Walikale	Goma (2)
		16. Lubero	Beni (1)
		17. Mangango (ST)	Lubero (1)
		18. Mubambiro (ST)	Mushenene (1) Bukavu (1) Uvira (1)
Sud Kivu	Luberizi Nyamunyunye	19. Kabare (ST)	
		20. Luvungi	
Orientale	Kisangani	21. Madula (Kisangani)	Kisangani(1CJ)
		22. Makala Zabea	Kansenyi (1CJ)
		23. Mangugu Isiro	Aru(1CJ)
		24. Ituri : Aveba (ST)	Kpandroma (1 CJ)
		25. Ituri : Nizi (ST)	Mahagi (2)
		26. Ituri : Aru (ST)	Bunia (2)
		27. Ituri : Kasenyi (ST)	Aveba (1)
		28. Ituri : Kpandroma (ST)	
		29. Ituri : Mahagi (ST)	
		30. Ituri : Bunia (ST)	
Kinshasa		31. Kimpoko	Kinshasa (2)
		32. Joli Site	